



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 9 novembre 2023

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle Risques Accidentels
Affaire suivie par : JOUSSE JOUSSE
florie.jousse@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.43.59.23.69
N/Réf : 2023-399_AUTO_ALIFEL – Loué (72)_RAP

La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

à

**Monsieur le Préfet
de SARTHE**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Établissement

Société : ALIFEL, ci-après dénommée l'exploitant

Commune : LOUE

Régime ICPE de l'établissement : Autorisation (rubrique principale 3642 -BREF FDM)

Code AIOT : 0006301617

La société ALIFEL exploite au droit de la zone d'activité des Pays de Loué à LOUE (72), des installations de fabrication d'aliments pour animaux.

Par e-mail en date du 3 mars 2023 l'exploitant a transmis le dossier de réexamen IED à l'inspection des installations classées de ses installations en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement.

Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.



Tél : 02.72.16.42.20
Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers/Saint-Barthélemy
CS80145 - 49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex
www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr

I - Présentation de l'établissement

I-1- Activités du site

La société ALIFEL exploite un établissement de fabrication d'aliments pour volailles et de stockage de céréales avec :

- Le stockage des matières premières sur place ;
- Un laboratoire d'analyse interne pour le contrôle qualité de chaque échantillon ;
- Une étape de thermisation (cuisson) de tous les aliments fabriqués ;
- La gestion informatisée de la fabrication et de la traçabilité.

L'établissement est classé sous le régime de l'autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et est régi par l'arrêté préfectoral n°003223 du 26 juillet 2000, dont le classement a été actualisé et acté par la préfecture de la Sarthe le 28 novembre 2016.

Ce site relève de la rubrique ICPE n°3642, relative au traitement et à la transformation de matières premières animales et végétales avec une capacité de production de 1600 t/j. Le site est donc soumis à la directive IED. Cet établissement n'est pas classé SEVESO.

I-2- Localisation du site

Le site ALIFEL est localisé ZA des Pays de Loué en périphérie Est de la commune de LOUÉ (72). Le site est implanté au droit de la parcelle n°28 de la section ZM de la ville de LOUÉ, sur un terrain d'une superficie de 132 948 m².

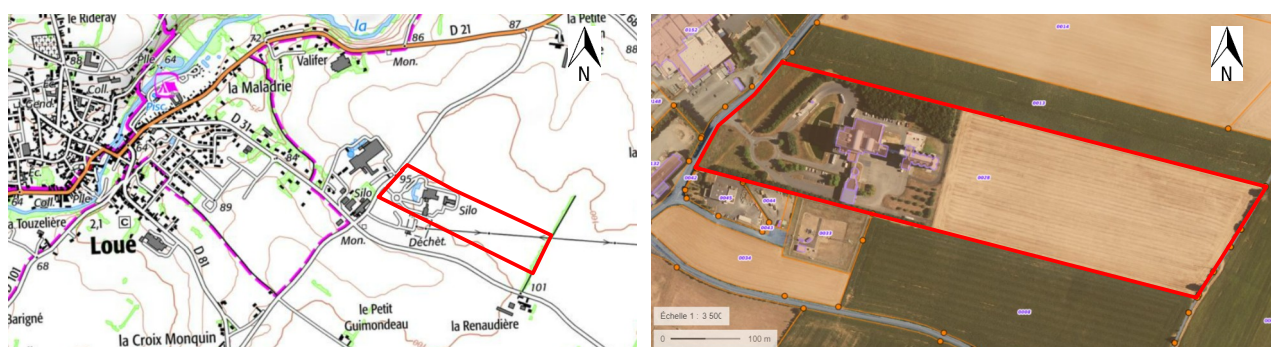


Figure 1 : Localisation du site

Le site est bordé :

- Au Nord par des parcelles agricoles ;
- A l'Est par des parcelles agricoles ainsi qu'une habitation à environ 750 m ;
- Au Sud, un centre d'exploitation du département, une poste EDF et la déchetterie de la commune de Loué (non référencée comme ICPE) ;
- A l'Ouest par des entreprises de la zone artisanale dont certaines référencées comme ICPE :
 - ✓ L'abattoir LDC CAVOL, ICPE soumis au régime de l'autorisation, à 100 m par rapport aux limites Ouest du site ;
 - ✓ Le site AGRIAL SCA, ICPE soumis au régime de la déclaration à 120 m des limites Ouest du site ;
 - ✓ Les locaux de communauté de communes Loué-Brûlon-Noyen à 190 m des limites Ouest du site ;
 - ✓ La première habitation à 225 m des limites Ouest du site.

I-3- Description des installations

Les installations et équipements exploités comprennent principalement :

- Des silos de stockage des céréales composant les matières premières répartis en 8 cellules béton de 1800 m³, 3 as de carreau de 572 m³, 4 cellules métalliques de 385 m³, 2 cellules métalliques de 77 m³ et de multiples boisseaux de capacités allant de 2 à 100 m³ ;
- Une tour de manutention en bardage métallique de 47 m de hauteur ;
- Une galerie sur-cellules en bardage métallique et une galerie de liaison également en bardage entre les silos et l'usine d'aliments ;
- Des réservoirs de stockage de matières premières liquides (huiles...) ;
- Des unités de broyage et de mélange (capacité de 1600 t/j) ;
- Des cellules de dosage et de mélange et des boisseaux métalliques pour les produits finis ;
- 4 lignes de granulation avec presse ;
- Un magasin de stockage des matières premières en sacs ;
- Deux chaudières de puissance unitaire de 4,6 MW fonctionnant au gaz naturel ;
- Une station de distribution de carburant.

I-4- Situation administrative

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation des activités	Éléments caractéristiques actuels	Régime *	Portée de la mise à jour ou référence
3642-2	Traitement et transformation des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	1600 t/jour	A	Donné acte du 28/11/2016
2160-2a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	Les principaux stockages sont : x Silos de stockage de matières premières : 17 860 m ³ x Cellules broyage : 268 m ³ x Cellules de dosage : 3 060 m ³ x 4 Trémies avant TT et granulation : 630 m ³ unitairement x Cellules de stockage de produits finis : 2 832 m ³ Total : 26 433 m ³ (26540) Remarque n°1 de	A	Donné acte du 28/11/2016

Rubrique	Désignation des activités	Éléments caractéristiques actuels	Régime *	Portée de la mise à jour ou référence
		l'annexe		
2260-1-a	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx, 3610, 3620, 3642 ou 3660.</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 500 kW</p>	-	-	- Donné acte du 28/11/2016 → mise à jour du non classement non actée du fait de l'exclusion par la rubrique 3642
1435-2	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules :</p> <p>2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	Volume annuel distribué : 3 432 m ³	DC	Donné acte du 28/11/2016
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	2 chaudières fonctionnant au gaz naturel, destinées à produire de la vapeur pour le process : 9,2 MW	DC	Donné acte du 28/11/2016
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Stockages d'additifs de production	DC	Donné acte du 28/11/2016

Rubrique	Désignation des activités	Éléments caractéristiques actuels	Régime *	Portée de la mise à jour ou référence
	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	ayant la mention de danger H410 et H400 Quantité : 90 tonnes		
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	Stockage de gasoil Quantité : 55 tonnes	DC	Donné acte du 28/11/2016

II - Objet du dossier de réexamen

Le classement des installations dans la rubrique 3642 de la nomenclature ICPE implique que ces installations, ainsi que leurs installations connexes, sont visées par l'annexe I de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). Cette directive a été transposée en droit français dans le code de l'environnement, notamment dans les articles L.515-28 et suivant et R.515-58 et suivants.

Les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Pour rappel, il a été pris acte par courrier préfectoral en date du 14 avril 2014 que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3642-2 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont le BREF FDM (Industries agro-alimentaires et laitières).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF FDM) ont été adoptées par la Commission Européenne en application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 par décision du 12 novembre 2019 publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019.

L'exploitant disposait d'un an après la parution de ces conclusions pour remettre au Préfet son dossier de réexamen (article R. 515-71 du code de l'environnement), soit pour le 4 décembre 2020.

L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED **avant le 4 décembre 2023**.

Le dossier de réexamen est un document dans lequel l'exploitant compare le fonctionnement de ses installations aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles issues du BREF principal mais également des autres BREFs pertinents pour ses installations. Il évalue la nécessité d'adapter ce fonctionnement aux meilleures techniques disponibles et il donne son avis sur la nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à son site.

L'arrêté ministériel du 27 février 2020 fixe les prescriptions relatives aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature ICPE. Pour les installations existantes, l'arrêté entre en vigueur quatre ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les MTD prévues à l'article R. 515-61 du code de l'environnement.

III - Synthèse du contenu du dossier de réexamen de l'exploitant

L'exploitant a appliqué le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques pour constituer son dossier.

III-1- Périmètres IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive IED, a été défini, conformément à l'article R.515-58, par l'exploitant.

Le périmètre IED retenu intégrera l'ensemble des activités spécifiquement associées à l'activité de fabrication d'aliments pour animaux :

- Stockages en silos des matières premières et produits finis ;
- Station service avec stockage de gasoil pour camion de livraison d'aliments
- Station de lavage des camions ;
- Stockages des matières dangereuses pour l'environnement (additifs, nutriments..) ;
- Chaudières de production de vapeur pour le process ;
- Bureaux ;
- Refroidisseur, tamiseur, enrobage...

Les installations exclues du périmètre IED sont :

- Transformateur, TGBT ;
- Utilités (énergie, chauffage, froid, eau, déchets) des bureaux.

Remarque n°2 de l'annexe.

Le BREF FDM - Industries agro-alimentaires et laitières- est le BREF principal.

L'exploitant a analysé son positionnement par rapport à d'autres BREFs qui peuvent présenter un intérêt. Seul, le BREF EFS - Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (paru en juillet 2006)- a été retenu pour les stockages de matières premières du site et les émissions de poussières liés à l'approvisionnement et la manutention.

III-2- Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral

En application du point 2 de l'article R. 515-72 du Code de l'environnement, l'exploitant doit exprimer son avis sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son autorisation préfectorale vis-à-vis des impacts sur son environnement et des enjeux locaux, au regard du III de l'article R.151-70 du code de l'environnement :

III. - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :

a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;

- b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;
c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

L'exploitant indique les éléments suivants :

- a) Absence de sinistre ou accident ayant généré une pollution du milieu naturel ;
b) Les techniques actuellement utilisées sur le site permettent d'assurer la sécurité nécessaire à l'exploitation ;
c) non concerné.

III-3- Positionnement par rapport aux meilleurs techniques disponibles

L'exploitant s'est positionné par rapport aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF FDM.

Son positionnement est synthétisé dans le tableau suivant :

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition de l'exploitant	Échéance
MTD 1	Système de management environnemental (SME)	MTD non conforme Absence d'une Politique Environnementale formalisée.	Le site s'engage à mettre en place et à mettre en œuvre un SME sous 2 ans avec l'engagement d'amélioration continue des performances environnementales Les procédures, instructions, consignes écrites relatives aux activités ayant un impact sur l'environnement seront formalisées pour : - Les rejets de poussières - Les mesures sonores dans l'environnement Le programme de surveillance et de mesurage dans les matrices Air et Eau sera intégré dans le SME. Le plan des réseaux d'eau sera mis à jour dans le cadre du SME.	01/03/25 Remarque n° 3 de l'annexe.
MTD2	Inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et des matières premières ainsi que les flux d'effluents aqueux et gazeux	MTD non conforme La consommation de l'eau communale et de l'eau du forage est suivie au moyen de compteurs. L'exploitation des données permet de connaître la consommation d'eau (AEP et forage) à la tonne de produits finis fabriqués. La consommation d'eau mensuelle par chaudière est suivie au moyen de	Des schémas simplifiés indiquant les points d'émission air et eau seront établis dans le cadre du SME. La description des techniques de traitement (eau et air) sera intégrée au SME. Le suivi sur la consommation en eau en	04/12/23

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition de l'exploitant	Échéance
		<p>graphiques (process de fabrication de vapeur d'eau pour la désinfection des produits finis). Mesure de réduction de la consommation en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les temps de lavage des camions sont adaptés en fonction de la tension en eau sur les périodes de sécheresse ; ✓ Les quantités de vapeur sont diminuées pendant les périodes estivales. <p>Aucun rejet d'eau de process n'est associé au périmètre IED. Les rejets d'eau des aires de lavage (hors périmètre IED) sont collectés et traités au moyen d'un séparateur d'hydrocarbures localisés à l'Ouest du site. Il n'y a pas de suivi de la qualité des rejets issus de l'aire de lavage.</p>	<p>fonction de son origine (réseau communal ou forage) sera intégré au sein du SME.</p> <p>Le suivi de rejet des eaux de purge de chaudières sera intégré dans le SME. L'entreprise intégrera un objectif de réduction de ses Déchets dans le SME ainsi que la formalisation d'un suivi régulier de la périodicité de nettoyage des équipements de traitement de l'eau souillée (séparateur d'hydrocarbures et débourbeur de l'aire de lavage).</p>	
MTD3	Surveillance des principaux paramètres de procédé des émissions dans l'eau	<p>Non applicable au site.</p> <p>Pas de rejets d'eaux usées industrielles en lien avec le process.</p>	–	–
MTD4	Surveillance des émissions dans l'eau aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN	<p>Non applicable au site.</p> <p>La note (2) implique que ce suivi s'applique uniquement pour les rejets directs dans l'eau (la réglementation Française parle de rejet dans les eaux superficielles ou dans le milieu naturel). Il n'y a aucun rejet direct dans l'eau depuis le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les eaux pluviales transitent par le bassin d'orage du site avant rejet au milieu naturel - Les eaux sanitaires, sont collectées et rejoignent la step communale 	–	–

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition de l'exploitant	Échéance
		<p>- les eaux de lavage des véhicules sont collectées, traitées par un séparateur débourbeur d'hydrocarbures et rejoignent le milieu naturel</p> <p>- Les eaux pluviales issues de l'aire de distribution du carburant sont collectées, traitées par un séparateur d'hydrocarbures et rejoignent le milieu naturel.</p> <p>Il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles issues du process.</p>		
MTD5	Surveillance des émissions canalisées dans l'air aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN	<p>MTD conforme</p> <p>Suivi périodique des émissions de poussières sur les 7 refroidisseurs du site (3 rejets C1, C2 et C3), sur 3 broyeurs (C1, C2 et C3), sur les rejets d'aspiration, issus des fosses de réception (C1 et C2), sur les rejets d'aspiration, issus des zones de chargement (C1, C2 et C3).</p> <p>Le broyeur n°4 (broyeur de petite taille avec un débit réduit) ne rejette pas d'air à l'extérieur.</p> <p>Les sorties d'air des 7 refroidisseurs se situent dans une galerie commune dont les 3 cheminées d'extractions correspondent aux éléments C1,C2,C3.</p>	<p>Maintien, par l'exploitant, du programme de surveillance annuel imposé par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Remarque n°4 de l'annexe.</p>	-
MTD6	Accroître l'efficacité énergétique	<p>MTD conforme</p> <p>Présence d'un fichier « plan d'efficacité énergétique » en format informatique avec plusieurs onglets dont un onglet concernant le calcul de la consommation d'énergie spécifique.</p> <p>Mise en place d'un osmoseur au niveau des chaudières afin d'optimiser le volume d'eau utilisé en vapeur et de limiter l'eau de purge.</p> <p>Contrôle annuel des brûleurs des chaudières par la société</p>	-	-

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition de l'exploitant	Échéance
		<p>OUEST ENERGIE.</p> <p>Remplacement des éclairages extérieurs par des éclairages LED. Dès qu'un changement de néon intérieur est nécessaire, il est remplacé par un éclairage LED.</p> <p>Réalisation d'un audit externe régulier sur les purgeurs.</p> <p>Préchauffage de l'eau d'alimentation des chaudières au moyen des fumées de sortie de ces dernières.</p> <p>Suivi des consommations des compresseurs et réalisations d'audit de fuite sur compresseur 2 fois par an.</p> <p>Réduction des fuites thermiques par calorifugeage des équipements.</p> <p>A chaque remplacement de moteur, les nouveaux moteurs sont équipés de variateurs de vitesse lorsque cela représente un intérêt énergétique.</p> <p>Les brûleurs sont équipés de variateurs avec gestion de sonde d'oxygène et les chaudières sont régulées automatiquement en fonction des besoins de vapeur.</p>		
MTD7	Réduire la consommation d'eau et le volume des effluents rejetés	<p>MTD conforme</p> <p>Pas de nettoyage à l'eau dans l'usine. Les retours des condensats de tous les circuits de vapeurs (vapeurs non utilisées au niveau du process) sont réinjectés dans la bache à eau pour être réutilisé dans le circuit de vapeur. Ceci permet de maintenir l'eau de la bache à 70°C.</p> <p>Les conduites des lignes de fabrication d'aliments redémarrant à chaque début de semaine sont rincées à sec. Ce rinçage est réalisé avec du maïs qui sera par la suite soit réintégré dans une recette soit collecté en tant que déchet.</p> <p>Un cycle de rinçage à vide est paramétré entre chaque recette pour permettre un nettoyage efficace.</p>	-	-

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition de l'exploitant	Échéance
		<p>Les filtres sont nettoyés en continu avec de l'air comprimé.</p> <p>Chaque machine est inspectée au moins une fois par an et est nettoyé à sec lorsque cela est nécessaire.</p> <p>Nettoyage des camions avec un laveur haute pression à 120 bars.</p>		
MTD8	Réduire l'utilisation de substances dangereuses	<p>MTD conforme</p> <p>Pas de nettoyage avec produits chimiques.</p> <p>La désinfection des équipements de process, après intervention ou maintenance, est réalisée avec un produit chimique. Ce produit est le DEPTYL HDS qui n'est pas toxique pour les organismes aquatiques.</p> <p>Les silos sont périodiquement désinfectés avec un fumigène non toxique pour les organismes aquatiques (FUMAGRI).</p> <p>Hors périmètre IED, il est utilisé des produits chimiques pour la désinfection des camions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ produit TH5 avec mention de danger H412 (toxique pour organismes aquatiques). Dilué à hauteur de 1% dans l'eau. ✓ FUMAGRI avec mention de danger H319 (fumigène non toxique pour les organismes aquatiques) utilisé à l'intérieur des camions <p>La toxicité des produits utilisés sur le site est systématiquement étudiée : procédure d'introduction de nouveaux produits chimiques.</p>	–	–
MTD9	Éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de	<p>MTD conforme</p> <p>Plusieurs climatiseurs ou pompes à chaleurs sur le site qui fonctionnent au R410A</p>	–	–

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition de l'exploitant	Échéance
	réchauffement planétaire	(GWP=2100), au R407C (GWP=1800) et au R32 (GWP=675). Ces équipements respectent donc l'article 13 du règlement F-GAS du 16 avril 2014 avec un GWP < 2500.		
MTD10	Utiliser efficacement les ressources	Non applicable au site. Pas de résidu	–	–
MTD11 et 12	Prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux/ Réduire les émissions dans l'eau	Non applicable au site. Non concerné par la MTD car le site ne rejette pas d'effluents aqueux industriel issus du périmètre IED (cette MTD ne concerne pas les réseaux d'eaux pluviales).	–	–
MTD13	Réduire les émissions sonores / plan de gestion de bruit	Non applicable : Mesures de bruit effectuées aux abords du site tous les 3 ans, suivant l'AP du site. Dernier rapport APAVE en date du 03/08/2021 : aucune non-conformité recensée lors des mesures réalisées. Le site est situé dans une zone industrielle. Aucune zone sensible n'est située à proximité. De plus, aucune plainte en lien avec le niveau sonore de l'usine n'est à déclarer.	–	–
MTD14	Réduire les émissions sonores/techniques	Non applicable sur le site. Non Applicable : la MTD 13 n'a pas identifié d'action nécessitant la mise en application de la MTD 14 (pas de plainte du voisinage et pas de zones sensibles à proximité).	-	-
MTD15	Éviter ou réduire les dégagements d'odeur / plan de gestion des odeurs	Non applicable au site. Le site est situé dans une zone industrielle. Aucune zone sensible n'est située à proximité. De plus, aucune nuisance olfactive n'a été signalée.		
Conclusions sur les MTD pour l'alimentation animale				
Voir	Accroître l'efficacité	Respect des NPEA-MTD	Respect des niveaux de	–

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition de l'exploitant	Échéance
MTD6	énergétique (aliments composés pour animaux)	(valeur comprise entre 0,010 et 0,100 MWh/t). Pour le site en 2022 : 0,02666 MWh/t (électricité uniquement), Pour le site en 2021 : 0,02717 MWh/t (électricité uniquement) Remarque n° 5 de l'annexe.	performance préconisés par les MTD	
MTD16	Accroître l'efficacité énergétique (fourrage vert)	Non applicable au site. Pas de transformation de fourrage vert.	–	–
MTD17	Réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussières	Déjà mis en œuvre : Manches filtrantes sur la fosse de réception des matières premières, sur les têtes de silos (221), sur les broyeurs (4), sur les refroidisseurs (7). Le refroidisseur de TT3 (traitement thermique 3) est aussi équipé d'un cyclone car équipement plus récent. Le refroidisseur de TT2 (traitement thermique 2) sera prochainement changé et sera lui aussi équipé d'un cyclone. Remarque n°4 de l'annexe.	-	–

L'exploitant s'est également positionné par rapport aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF EFS (émissions dues au stockage). Les silos font partie des MTD pour le stockage en vrac (stockage fermé). L'exploitant indique :

Domaine	Description	Action MTD
Stockage	Utilisation de stockage fermé	Uniquement stockages fermés en silos et boisseaux ou as de carreaux pour les produits finis, les matières premières et les produits semi-finis. Silos métalliques et béton.
Stockage	Silos contenant des solides organiques	Silo avec manches filtrantes en tête de silos (et décolmatage automatique en plus pour les silos béton). Clapet de décharge (évents ou manches) sur silos. Mise à la terre des silos. Permis feu systématique lors

		d'intervention avec heure de fin et heure de la ronde
Stockage	Utilisation du Système de Gestion de la Sécurité	Non applicable car le site n'est pas classé SEVESO.
Transport et manipulation	Empêcher la dispersion de poussières	Livraison dans fosses. Il n'y a pas de dispersion de poussières du fait d'un système aspiration avec filtre qui se déclenche automatiquement avant la mise en fonctionnement des fosses de réception. Transfert par convoyeurs et élévateurs. Mise à la terre des camions citernes de livraison. Les bennes de céréales ne sont pas mises à la terre Nettoyage des routes au balai si besoin Vitesse limitée sur site à 20 km/h. Routes internes bitumées. Transporteurs fermés (à chaîne).

Remarque n° 6 de l'annexe.

III-4- Demande de dérogation aux meilleurs techniques disponibles

L'exploitant ne demande aucune dérogation au sens de l'article R.515-68 du code de l'environnement. Cependant, l'exploitant indique une échéance jusqu'en 2025 concernant la mise en place de la MTD 1. En cas de non-respect de l'échéance au 4 décembre 2023, l'exploitant doit solliciter une demande de dérogation.

Les autres NEA-MTD et les NPEA-MTD sont ou seront respectés à l'échéance du 04/12/2023.

III-5- Rapport de base

Après l'analyse des 2 critères cumulatifs définis à l'article R.515-59-3 du Code de l'environnement par la société ALIFEL, un rapport de base décrivant l'état du site d'implantation de l'installation a été établi par l'exploitant. Conformément à l'article L515-30 du Code de l'environnement, il a été transmis par e-mail en date du 3 mars 2023 en même temps que le dossier de réexamen.

En lien avec les attentes sur son contenu défini à l'article R515-59 du Code de l'environnement, il a été élaboré selon le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED version 2.2 d'octobre 2014.

IV - Analyse de l'inspection des installations classées

IV. 1. Complétude du dossier

Le dossier de réexamen comporte l'ensemble des éléments prévus par l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement à savoir :

- une comparaison du fonctionnement des installations aux meilleures techniques disponibles (MTD) des BREF(s) FDM et EFS pour la rubrique principale 3642.
- les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les MTD et les niveaux d'émission associés aux MTD.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité ou non d'actualiser les prescriptions en application du point III de l'article R. 515-70.

Au regard de ces éléments, le dossier peut donc être estimé complet.

L'exploitant n'a pas inclus dans son dossier son classement au titre de la loi sur l'eau dans la nomenclature IOTA (Installations, Ouvrage, Travaux, Aménagements). Ce n'est pas une information nécessaire listée dans l'article R.512-72 du code de l'environnement. Cette absence n'empêche pas l'analyse du dossier.

Le périmètre IED retenu par l'exploitant englobe l'ensemble des installations de fabrication d'aliments pour animaux et les installations connexes comprenant les bureaux. Les installations exclues du périmètre IED sont le transformateur, l'armoire électrique basse tension (TGBT) et les utilités (énergie, chauffage, froid, eau, déchets) des bureaux.

Il est indiqué dans le guide pour la simplification du réexamen (version 2 de décembre 2020) que les installations fournissant chaleur et/ou électricités sont considérés comme connexes. De plus, les bureaux étant inclus dans le périmètre IED, les utilités associées aux bureaux sont également à inclure au périmètre IED.

L'inspection des installations classées propose donc d'inclure dans le périmètre IED :

- Le transformateur ;
- L'armoire électrique basse tension (TGBT) ;
- Les utilités associées aux bureaux (énergie, chauffage, froid, eau, déchets).

LE BREF principal est bien le BREF FDM, car les installations sont classées dans une seule rubrique IED (3642).

La décision établissant les conclusions sur les MTD liste les autres conclusions et documents de référence sur les MTD susceptibles de présenter un intérêt pour les activités visées par ces conclusions. L'exploitant s'est bien positionné sur l'ensemble de ces autres conclusions et documents de référence sur les MTD.

Concernant le positionnement de l'exploitant vis-à-vis des MTD du BREF EFS, ce dernier doit apporter les justifications de la conformité par rapport à l'ensemble des MTD pour le stockage des solides. (remarque n°4 de l'annexe)

L'exploitant respecte la majorité des MTD figurant dans la décision établissant les conclusions sur les MTD. Pour respecter la totalité de ces MTD, il lui reste notamment à améliorer et compléter le système de management environnemental (MTD1 et MTD2). Cependant, les délais proposés ne sont pas compatibles avec l'échéance réglementaire du 04/12/23. En effet, l'exploitant indique qu'il s'engage à mettre en place et en œuvre un Système de Management Environnemental (SME) sous deux ans. En cas de non-respect du délai d'échéance, l'exploitant doit solliciter une demande de dérogation.

Sur le volet « efficacité énergétique »,

L'exploitant dans son dossier de réexamen, justifie du respect de la NPEA-MTD (consommation d'énergie spécifique < 0,10 Mwh/tonne de produits). L'exploitant indique dans le dossier de réexamen en date du 2 mars 2023 que les consommations d'énergie spécifique de 2022 et de 2021 sont inférieures à 0,10 Mwh/tonne. Or, ces dernières sont calculées à partir des données d'électricité uniquement.

L'inspection des installations classées ne juge pas nécessaire de revoir les prescriptions de l'arrêté préfectoral. En effet, l'arrêté ministériel du 27 février 2020 qui impose la réalisation d'un plan d'efficacité énergétique à intégrer dans le SME et l'utilisation d'une combinaison de techniques pour accroître l'efficacité énergétique, s'appliquera au site ALIFEL à compter du 4 décembre 2023.

Sur le volet principal « rejets atmosphériques »,

Sur le volet principal « rejets atmosphériques », l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2000 (article 6.15) fixe une valeur d'émission pour les rejets atmosphériques en sortie des installations de dépoussiérage qui est différente des VLE NEA-MTD en ce qui concerne la concentration.

Valeur rejet AP 100 mg/Nm³ pour un flux total de poussières rejetées inférieur à 1kg/h en moyenne sur 24h et 50 mg/Nm³ pour un flux total de poussières rejetées supérieur à 1 kg/h.

Mesure annuelle des émissions de poussières

Description du rejet	Paramètre	Exigences AP			Exigences MTD	
		Flux total de poussières sur 24h	VLE concentration	Fréquence	VLE NEA MTD	Fréquence
Broyage	Poussières	Inférieur à 1kg/h	100 mg/Nm ³	Une fois par an	2- 10 mg/Nm ³	Une fois par an
		Supérieur à 1 kg/h	50 mg/Nm ³			
Refroidissement des granulés	Poussières	Inférieur à 1kg/h	100 mg/Nm ³	Une fois par an	2-20 mg/Nm ³	Une fois par an
		Supérieur à 1 kg/h	50 mg/Nm ³			

L'arrêté ministériel du 27 février 2020 fixe ces deux VLE à 10 mg/Nm³ et 20 mg/Nm³. Par principe, ce sont les valeurs les plus contraignantes entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel qui s'appliquent.

L'inspection des installations classées ne juge pas nécessaire de modifier l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2000.

Remarque n° 7 de l'annexe.

À partir du 4 décembre 2023, la surveillance des rejets de poussières devra respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 en terme de fréquence de surveillance annuelle et de concentration .

Sur le volet «rejets aqueux»,

Il est noté que les installations de production relevant de la rubrique 3642 ne génèrent pas de rejets d'eaux industrielles résiduares. Par conséquent, l'établissement n'est pas concerné par les MTD 4 et MTD 12 et en particulier l'application des NEA-MTD associées pour les émissions dans l'eau.

Les seuls rejets d'eaux industriels résiduares proviennent des installations connexes (eaux de purge de la chaudière et eaux provenant de l'aire de nettoyage des véhicules).

L'article 5.5.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2000 régit ces rejets ainsi que les dispositions de l'arrêté ministériel relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 pour les eaux de purges de chaudière.

Sur les volets «bruit» et «odeurs»,

il est noté que le site est situé dans une zone industrielle

Le site est bordé :

- Au Nord par des parcelles agricoles ;
- À l'Est par des parcelles agricoles ainsi qu'une habitation à environ 750 m ;
- Au Sud, un centre d'exploitation du département, une poste EDF et la déchetterie de la commune de Loué (non référencée comme ICPE) ;
- À l'Ouest par des entreprises de la zone artisanale dont certaines référencées comme ICPE.

Toutefois, aucune plainte relative aux émissions sonores, aux émissions d'odeurs ou émissions de poussières n'a été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

La dernière mesure de bruit a été réalisée par un organisme agréé le 3 août 2021 et aucune non-conformité n'a été recensée.

IV.2- Rapport de base

Le rapport de base correspond à un état des lieux représentatif de l'état de pollution des sols et des eaux souterraines au droit des installations soumises à la directive IED, au moment de la réalisation du document. Or, le rapport de base ne recense que les substances dangereuses pertinentes utilisées/produites/rejetées et susceptibles de générer un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le périmètre IED. Aucune investigation n'a été réalisée dans les sols et dans la nappe souterraine au droit du site alors que l'exploitant ne dispose d'aucune donnée sur l'état des milieux au droit du site. De plus, l'absence d'accident sur le site (déversement, fuite, etc.) ne suffit pas à justifier de l'exonération d'investigations complémentaires.

Il convient de rappeler à l'exploitant que ce rapport de base constituera un point de comparaison de l'état des sols et eaux souterraines entre la date de sa rédaction et le moment de la mise à l'arrêt définitif des installations IED. L'exploitant a donc un intérêt direct à produire un rapport base de qualité compte tenu des obligations de réhabilitation qui pourront être requises à la cessation d'activité.

Sur la base des éléments fournis, il est donc considéré que l'état de pollution du site est le suivant : absence de pollution dans les sols et les eaux souterraines.

Remarque n° 8 de l'annexe.

V - Conclusion et propositions




Le dossier de réexamen est complet et régulier.

Les prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral en vigueur et l'arrêté ministériel du 27 février 2020 permettent de respecter les dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement. Il n'est donc pas nécessaire d'actualiser l'arrêté préfectoral en vigueur.

Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet :

- D'informer l'exploitant, conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement, de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur ;

- D'informer des points en annexe méritant encore d'être améliorés à l'issue de l'instruction du dossier de réexamen ;
- De notifier à l'exploitant l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643, ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des ICPE. Cet arrêté ministériel lui sera opposable à partir du 4 décembre 2023 ;
- De rappeler à l'exploitant que les rejets qui proviennent des installations connexes (eaux de purge de la chaudière et eaux provenant de l'aire de nettoyage des véhicules) sont des rejets d'eaux industriels résiduaire. Ces rejets ne sont pas concernés par les NEA-MTD associés aux meilleures techniques disponibles relatives aux installations relevant de la rubrique 3642, néanmoins ils sont réglementés (surveillance et VLE) par l'article 5.5.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2000 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

RÉDACTEUR L'inspectrice de l'environnement en formation,  Florie JOUSSE	VÉRIFICATEUR L'inspecteur de l'environnement  Franck DELACROIX
<p style="text-align: center;">VALIDÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation</p> <p style="text-align: center;"> Franck DELACROIX</p>	

ANNEXE

Précisions sollicitées à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen Société ALIFEL à LOUE (72)

Remarque n° 1 de l'annexe :

Au regard de la quantité indiquée dans le tableau des rubriques (paragraphe 2.1.1 page 10) du dossier de ré-examen en date du 02/03/2023, pour la rubrique 2160.2.a, la somme serait égale à 26 540 m³. Or, il est autorisé une quantité de 26 433 m³ pour la rubrique 2160.2.a dans le donné acte du classement révisé en date du 28 novembre 2016. Expliquer la différence.

Remarque n° 2 de l'annexe :

- Fournir un plan détailler du périmètre IED avec les installations retenues dans ce périmètre ;
- Il est indiqué dans le guide pour la simplification du réexamen (version 2 de décembre 2020) que les installations fournissant chaleur et/ou électricités sont considérés comme connexes. De plus, les bureaux étant inclus dans le périmètre IED, les utilités associées aux bureaux sont également à inclure au périmètre IED.

L'inspection des installations classées propose donc d'inclure dans le périmètre IED :

- ✓ Le transformateur ;
- ✓ L'armoire électrique basse tension (TGBT) ;
- ✓ Les utilités associées aux bureaux (énergie, chauffage, froid, eau, déchets).

Remarque n° 3 de l'annexe :

L'exploitant indique que la mise en place de la MTD 1 sera réalisé en 2025. Or, le délai d'échéance est au 4 décembre 2023. En cas de non-respect de ce délai, l'exploitant doit solliciter une demande de dérogation.

Remarque n°4 de l'annexe :

Tenir à disposition une liste des émissaires atmosphériques en dehors de la chaudière, les localiser sur un plan, décrire le type de traitement, tenir à disposition les résultats de mesure avec comparaison aux NEA-MTD et mentionner les fréquences de mesure imposées par les conclusions MTD et l'arrêté ministériel du 27/02/2020.

Remarque n°5 de l'annexe :

L'exploitant indique dans le dossier de réexamen que les consommations d'énergie spécifique de 2022 et de 2021 sont inférieures à 0,10 Mwh/tonne. Or, ces dernières sont calculées à partir des données d'électricité uniquement. Clarifier ce point.

Remarque n°6 de l'annexe :

Concernant le positionnement de l'exploitant vis-à-vis des MTD du BREF EFS, ce dernier doit apporter les justifications de la conformité par rapport à l'ensemble des MTD pour le stockage des solides.

Remarque n°7 de l'annexe :

Ce sont les valeurs les plus contraignantes entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel qui s'appliquent : respect des nouvelles VLE et fréquence de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 à compter du 04/12/23.

Remarque n° 8 de l'annexe :

Le rapport de base ne recense que les substances dangereuses pertinentes utilisées/produites/rejetées et susceptibles de générer un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le périmètre IED. Aucune investigation n'a été réalisée dans les sols et dans la nappe souterraine au droit du site alors que l'exploitant ne dispose d'aucune donnée sur l'état des milieux au droit du site. De plus, l'absence d'accident sur le site (déversement, fuite, etc.) ne suffit pas à justifier de l'exonération d'investigations complémentaires.

Il convient de rappeler à l'exploitant que ce rapport de base constituera un point de comparaison de l'état des sols et eaux souterraines entre la date de sa rédaction et le moment de la mise à l'arrêt définitif des installations IED. L'exploitant a donc un intérêt direct à produire un rapport base de qualité compte tenu des obligations de réhabilitation qui pourront être requises à la cessation d'activité.

Sur la base des éléments fournis, il est donc considéré que l'état de pollution du site est le suivant : absence de pollution dans les sols et les eaux souterraines.